

USA - réaction contre l'Israel Anti-Boycott Act

21.07.2017

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments

L'Israel Anti-Boycott Act introduit en mars prolongerait des lois de 1970 qui rendent illégale la coopération avec le boycott d'Israël parrainé par les gouvernements, pour y inclure les boycotts soutenus par les organisations internationales. La mesure a été rédigée avec l'aide de l'AIPAC et a obtenu le soutien du groupe Christians United for Israël. Elle a 42 co-parrains des deux partis. La version du Sénat a été présentée par les sénateurs Ben Cardin, un démocrate du Maryland, et Rob Portman, un républicain de l'Ohio, et compte 42 co-signataires des deux partis, alors que la version de la Chambre des Représentants a été présentée par les représentants Peter Roskam, du parti républicain de l'Illinois et Juan Vargas, un démocrate de Californie, et compte 230 co-signataires.

Bien que cette mesure soit destinée au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), il cible également les initiatives de la part des Nations unies et de l'Union européenne à distinguer les produits fabriqués en Israël et ceux fabriqués dans les implantations de Cisjordanie.

Dans une [lettre adressée aux sénateurs](#) lundi, l'ACLU les exhorte à ne pas co-parrainer cette mesure et à s'opposer à son adoption.

« Nous ne prenons pas position dans les initiatives de boycott d'Israël ou de n'importe quel pays », a écrit Faiz Shakir, directeur politique national de l'ACLU. « Cependant, nous affirmons que le gouvernement ne peut pas, dans le cadre du Premier amendement, punir des américains pour leur expression d'une opinion politique. »

Shakir a ajouté que cette « loi punirait les commerçants et les individus sur la simple base de leur point de vue. Une telle pénalité est une violation directe du Premier amendement ».